

Lutte de classe

Grève générale : produit de la maturité politique des masses ou décrétée par les dirigeants ?

J'avais écrit ces lignes dans le cadre d'une causerie, mais au regard de la longueur de ce texte, j'ai décidé de la présenter sous la forme d'un article.

Maintenant pour beaucoup de militants, la grève générale serait le nec plus ultra de la lutte de classe.

Premièrement, la grève générale n'a jamais rien réglé à elle seule. Deuxièmement, la grève générale débouchant sur une insurrection ouvrière n'a jamais été le résultat d'un appel des syndicats. Troisièmement, il faut s'interroger sur son contenu, à savoir si elle a un caractère économique ou politique. On pourrait ajouter d'autres questions : comment a-t-elle vu le jour, à l'issue de quel processus, dans quelle situation économique et politique précise, à quel moment du développement du capitalisme intervient-elle, s'accompagne-t-elle ou non d'une crise politique, donne-t-elle lieu de la part de la classe ouvrière à la formation d'organismes de combat indépendants (comités de grève, de lutte, etc.), qui la soutient et y participe, de quelle manière...

Autrefois la grève générale était un état de fait sans avoir été appelée par aucun syndicat ou parti. Il semble qu'il en ait toujours été ainsi, que des centaines de milliers puis des millions de travailleurs se soient mis en mouvement sans plan préétabli, sans objectif bien déterminé en dehors de faire plier le pouvoir en place par leur mobilisation.

La révolution de 1905 ou de février 17 en Russie n'a pas échappé à cette règle.

Par contre, on peut constater que chaque fois qu'une grève générale a été appelée par des syndicats (juin 36 et mai 68 pour ce qui concerne la France), elle n'a jamais réussi à se transformer en grève insurrectionnelle.

On pourrait facilement expliquer pourquoi : quand la grève générale est le produit d'un appel des syndicats, leurs dirigeants en conservent le contrôle et la canalisent, pour finalement la conduire dans une impasse, elle se termine par des accords avec les représentants des classes dominantes qui conservent le pouvoir. Dans ce cas-là, on doit plutôt parler de défaite de la classe ouvrière et non de victoire comme le font les réformistes vendus au capitalisme.

Alors que lorsque la grève générale est directement le produit de la mobilisation des masses, la classe ouvrière commençant à prendre conscience d'elle-même, son niveau de conscience politique peut s'élever au cours du développement de sa mobilisation au point de poser la question de la nécessité de son regroupement et de son auto-organisation en comités indépendants (soviets), ce qui lui permettra jusqu'à un certain point de contrôler elle-même son propre mouvement et de lui donner une nouvelle impulsion, entraînant d'autres couches du prolétariat dans son sillage, jusqu'au moment où effectivement on pourra dire que la grève est devenue générale dans le pays et pose dorénavant la question de nouvelles tâches à accomplir qui ne peuvent se situer qu'au niveau politique : chasser le régime en place...

Une grève générale appelée par les syndicats peut prendre une tournure politique du fait que les travailleurs s'en saisissent pour poser la question du pouvoir, mais à aucun moment elle ne débouchera sur un changement politique ou la remise en cause de l'Etat bourgeois, et j'explique pourquoi.

La remise en cause du régime ne peut provenir que des travailleurs eux-mêmes, qu'à partir du moment où ils se sont organisés plus ou moins consciemment dans cette perspective politique, car jamais cet objectif ne sera posé par les dirigeants syndicaux, pas même par les dirigeants des partis ouvriers qui même en février 17 se traînaient derrière les masses.

On comprendra que la révolution est avant tout l'affaire de la classe ouvrière elle-même et que personne d'autres à sa place ne peut en prendre l'initiative, sauf à verser dans le gauchisme ou l'anarchisme. Pour les militants révolutionnaires, la grève générale ne peut s'inscrire que dans un seul objectif : ouvrir une crise révolutionnaire, prémices à la lutte pour le pouvoir

D'une certaine manière, vouloir déclencher la grève générale, pire exiger des dirigeants syndicaux pourris qu'ils y appellent, revient à remettre en cause la capacité de la classe ouvrière à s'élever au niveau de cette tâche par elle-même. Si finalement cela revient à ne pas avoir confiance dans le prolétariat à réaliser ce premier pas vers son émancipation, cela signifie qu'il demeurera définitivement incapable de franchir victorieusement les autres épreuves qui le séparent de la prise du pouvoir, autant dire tout de suite que le socialisme n'était qu'une utopie et que la barbarie a déjà triomphé.

La grève générale marque une étape importante du degré de maturité politique des masses, à mettre au compte des masses elles-mêmes. On devrait être plus précis en parlant du degré de maturité politique générale des masses, car c'est parce que cette maturité politique est partagée par la majorité de la classe ouvrière que la grève prend une tournure générale alimentant à son tour la conscience des masses. Il n'y a pas grève générale temps que cette maturité politique ne concerne qu'une minorité des masses, temps que la classe ouvrière n'a pas pris confiance en elle-même et qu'elle ne se dit pas : tous ensemble on peut y arriver.

Quelque part appeler à la grève générale est faire preuve d'aventurisme, c'est tenter de forcer le destin, car on ne tient pas compte du facteur déterminant que constitue l'état d'esprit des masses qui ne sont pas encore prêtes à réaliser cette épreuve, encore moins à entrevoir son issue, alors que les dirigeants pourris du mouvement ouvrier se tiennent en embuscade pour la trahir.

Il est d'autant plus important que les masses soient à l'initiative de la grève générale que c'est seulement dans ce cas de figure qu'elles la contrôlent en se dotant d'organismes indépendants des directions traîtres.

On a vu qu'au cours de la révolution de février 17 en Russie, pas même les bolcheviks n'avaient appelé à la grève générale, ce sont les ouvriers eux-mêmes en réalisant la jonction avec le reste de la population, qui la réaliseront.

La grève générale et la révolution de février 17 en Russie sont parties des usines et des quartiers ouvriers, et contrairement à nos syndicats que les uns et les autres se sont employés à dépolitiser au nom de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, à les livrer en fait à l'idéologie réformiste pour le compte de la bourgeoisie, les syndicats et les ouvriers ne se contenteront pas de mot d'ordre à caractère économique ou social en février 17, immédiatement ils les associeront à des mots d'ordre politiques, à bas l'autocratie, à bas le tsar, ouvrant ainsi une perspective aux masses au-delà du régime, une perspective révolutionnaire.

En passant on continue de faire l'inventaire des positions révisionnistes du marxisme qui ont imprégné nos rangs depuis l'après-guerre en les taillant en pièces.

Il y en a qui veulent appeler à la grève générale sans les masses, comme il y en a qui veulent construire des partis ouvriers sans ouvriers, c'est la même démarche, la même incompréhension du déroulement de la lutte des classes et des enseignements du marxisme.

Je comprendrais parfaitement que cette analyse laisse pantois bien des militants, mais camarades imaginez-vous un instant la classe ouvrière russe du début du XXe siècle, son niveau intellectuel ou de connaissances, le peu de moyens dont elle disposait pour avoir accès aux connaissances en général, au déroulement des faits, point de radio, de TV, d'Internet, peu de journaux ou tracts puisque ses partis étaient confinés dans la clandestinité et ses dirigeants en exil ou emprisonnés, bref en dehors des contacts directs qu'elle pouvait avoir avec des militants de son entourage, elle était littéralement livrée à elle-même, et pourtant son niveau de conscience s'est élevé au niveau de réaliser la grève générale par ses propres moyens, puis d'abattre le régime, extraordinaire, non ?

Il ne faut évidemment pas négliger le travail en amont réalisé par les différentes tendances du parti ouvrier social-démocrate de Russie et particulièrement sa tendance bolchevik s'agissant des événements de février 17. Mais en 1905, c'est la classe qui pour ainsi dire a fait tout le boulot, donc si nous devons nous inspirer d'une révolution à cette étape, ce serait bien celle de 1905 en lui ajoutant les mots d'ordre politiques de février 17, puisque la situation que nous connaissons actuellement en France est plus proche sur le plan politique de celle de février 17, c'est-à-dire de la fin d'un régime en proie à la pire crise économique que le capitalisme ait connue de son histoire.

Vous me direz que 1905 plus des mots d'ordre politiques égal février 17, d'accord, à ceci près qu'en février 17 la classe ouvrière russe renouait avec une expérience déjà accomplie, notamment en se dotant immédiatement de soviets, alors que le prolétariat français jusqu'à présent n'a pas été capable d'atteindre ce niveau d'organisation et de conscience politique.

Mon propos n'est évidemment pas de dire qu'il faudrait absolument passer par l'étape de 1905 ou une étape en particulier, seul le déroulement de la mobilisation révolutionnaire des masses et de la lutte des classes déterminera les étapes qui les mèneront jusqu'à la prise du pouvoir. Cela étant, il semble impensable que la classe ouvrière parviennent à passer avec succès toutes les épreuves qui l'attendent sans rompre avec les institutions et le régime, or qu'est-ce qui incarne le mieux et le plus parfaitement cette indépendance politique vis-à-vis du pouvoir en place sinon les soviets ou comités ? Toutes les recettes, tous les autres modèles que l'on nous propose présentent l'inconvénient fatal d'exclure les masses de la direction de son mouvement, dans ces conditions on ne voit pas très bien comment elles pourraient vaincre son ennemi et avancer sur la voie du socialisme, il suffit de regarder comment les choses se passent en Bolivie pour en être convaincu.

Les masses sont au départ de l'action, elles continuent d'être aux commandes quand elles prennent l'initiative de s'organiser en soviets, comités ou assemblées souveraines, et finalement ce sont elles qui doivent prendre le pouvoir.

Je n'ai pas parlé du parti pour ne pas alourdir cette démonstration.

Chacun sait déjà que les masses ne peuvent pas atteindre par leurs propres moyens l'objectif final de leur combat, la prise du pouvoir, ni même définir avec suffisamment de précision à chaque étape du développement du processus révolutionnaire les tâches qu'elles doivent impérativement accomplir et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, car même si le déroulement de la révolution leur apparaît de plus en plus clairement, elles n'ont pas développé un niveau de conscience qui leur permette d'embrasser la totalité de la situation et d'en percevoir à temps l'évolution, seuls des militants ouvriers rompus à ce genre d'exercices et formés à l'école du marxisme sont capables de déterminer dans quelle direction il faut s'orienter pour aller de l'avant. Trotsky explique aussi que l'une des contraintes majeures de la révolution, c'est qu'elle n'a pas le droit de s'arrêter, de piétiner ou pire de faire marche arrière, elle est condamnée à aller constamment de l'avant ou périr, c'est en tout cas une des leçons qu'il a tirée de la révolution russe.

Comme il le dira dans son *Histoire de la révolution russe*, les masses avaient été travaillées au corps inlassablement par la propagande bolchevik, le parti de Lénine avait fourni un travail extraordinaire pour initier les masses au socialisme, pour les entraîner au combat contre le régime, dès le début des années 1900. L'objectif de renverser le régime et d'en finir avec les rapports sociaux de type féodal qui régnaient dans les campagnes, finirent pas s'incruster profondément dans la tête des ouvriers et des paysans.

On ne comprend pas toujours non plus l'obstination de Lénine à refuser tout compromis avec l'ennemi, à combattre toute tentative de conciliation avec lui ou ses valets des autres partis ouvriers. Avait-il raison ou tort, ce serait trop facile de dire que les faits lui ont donné raison et cela ne nous servirait à rien.

Par contre, si l'on s'en tient à la définition des rapports entre les classes telle que Marx et Engels l'avait formulée, c'est-à-dire que nous sommes en présence de classes sociales aux intérêts irrémédiablement inconciliables et que pour cette raison, la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent se livrer qu'une lutte à mort pour le pouvoir, on peut affirmer qu'à travers les principes auxquels s'est tenu Lénine et auxquels avait été

soumis le programme du parti bolchevik, il n'a fait que traduire fidèlement cette définition sur le plan politique et pratique, en maître du marxisme qu'il était.

On abordera une autre fois à grands traits les conditions économiques et politiques qui existaient en février 17 en les comparant avec celles d'aujourd'hui en France.

Nous n'avons pas une guerre impérialiste, nous n'avons pas un régime politique aussi décomposé que pouvait l'être celui de Nicolas II, mais nous avons une formidable crise du capitalisme qui pourrait finir par miner le pouvoir politique en place qui demeure encore bien plus solide qu'on nous l'explique. Je n'ai pas approfondi cette question, mais je pense que seule l'irruption des masses sur l'arène politique parviendra à créer les conditions politiques d'une véritable crise du régime au point de l'affaiblir suffisamment, avant que les masses n'en prennent conscience et prennent confiance en elles par la même occasion, puis se lancent à l'assaut du ciel !

Je rajoute une dernière réflexion.

Des militants pourraient m'accuser de commettre une erreur en sous-estimant l'impact qu'aurait un appel à la grève générale par les syndicats, comme élément de mobilisation de la classe.

Cet argument ne tient pas pour les raisons que j'ai expliquées plus haut : l'essentiel n'est pas d'avoir des millions de travailleurs dans la rue et plus personne demain ou quelques jours plus tard, mais qu'ils déferlent en se saisissant de la moindre occasion qui leur est donnée, quand ils le décident eux-mêmes, car c'est uniquement dans ce cadre qu'ils peuvent constituer leurs propres organismes de pouvoir indépendants, prélude à une situation de double pouvoir débouchant sur la remise en cause du pouvoir politique.

En prenant l'initiative de se mobiliser à un tel niveau, les masses démontrent que forts des expériences précédentes, leur conscience de classe a franchi une étape décisive en s'affranchissant du carcan des appareils, condition indispensable pour se mobiliser à un niveau supérieur et prendre en mains leur destin...

On pourrait très bien se contenter des apparences, on pourrait aussi se satisfaire de la moindre déclaration d'un dirigeant syndical en faveur de la grève générale ou je ne sais quoi, de l'unité par exemple, personnellement j'ai pris l'affreuse habitude de vérifier si chaque expérience se traduisait par une prise de conscience de la classe ouvrière ou si la prise de position d'un dirigeant se situait dans une perspective révolutionnaire, ou si elles avaient seulement la valeur d'une abstraction.

Dites-moi à quoi ont servi les journées de grèves et de mobilisations des 29 janvier et 19 mars dernier ? A strictement rien !

J'ai déjà abordé cette question dans une causerie, mais on peut encore en dire deux mots rapidement.

Pour ceux qui ne s'en seraient pas rendu compte et je ne l'ai pas dit précédemment avec suffisamment de précision, ces deux journées de mobilisation avaient en fait un double contenu ou objectif. A l'origine on nous les a présentées comme des moments de la mobilisation de la classe ouvrière contre la politique de Sarkozy, mais comme les dirigeants les avaient conçues comme des appels en direction de Sarkozy pour qu'il change de politique, non seulement son pouvoir ne risquait pas d'être remis en cause, mieux, elles lui reconnaissaient une légitimité à exercer le pouvoir, raison de plus pour ne rien céder puisque paradoxalement son pouvoir en sortait renforcé.

L'unité au sommet des dirigeants syndicaux n'avait pas d'autre objectif avec celui de canaliser la colère des masses pour le compte de Sarkozy et son gouvernement.

Tout avait été préparé minutieusement par les uns et les autres pour que 29 janvier et 19 mars ne prennent pas une tournure politique, ils ont réussi leur coup, voilà tout. Mais là où ils se trompent, c'est qu'il en faudra beaucoup plus pour empêcher une radicalisation des masses, surtout avec l'amplitude que prennent les conséquences de la crise du capitalisme.

Je ne suis pas sur place pour observer directement la situation, mais j'ai cru comprendre que les occupations d'usines et les séquestrations à répétition de dirigeants d'entreprises témoignaient de cette radicalisation en cours. Ces actions sont d'ailleurs soutenues par la moitié au moins de la population. Il ne reste plus à la classe qu'à rompre résolument avec le capitalisme, étape décisive qu'elle ne pourra vraiment franchir que lorsqu'elle entreverra une issue politique à son combat. Une issue politique qu'elle estimera être dorénavant à sa portée.

Jusqu'à présent on peut affirmer que ni la politique du POI ni celle du NPA ne l'a aidé à avancer dans cette voie. Sans remettre en cause l'obstacle politique qui se trouve sur leur chemin, sans chasser Sarkozy et son gouvernement, sans liquider les institutions de la Ve République, il sera impossible de satisfaire les besoins et les aspirations fondamentales de la classe ouvrière, d'avancer sur la voie du socialisme. C'est peut-être trop simple pour venir à l'esprit des masses pour le moment, mais elles y viendront d'elles-mêmes, d'où le devoir de l'avant-garde d'inscrire son combat dans une perspective révolutionnaire, de leur montrer la voie, de les préparer à affronter directement le pouvoir en place.